

ASSOCIATION GENRE EN ACTION

RAPPORT D'ACTIVITE



MAI 2009 - DECEMBRE 2010

Préambule

Le budget a été, à l'origine, accordé pour la période de mai 2009 à avril 2010. Néanmoins, le montage de l'association Genre en Action et la complexité de la préparation du colloque « Genre et Gouvernance » (novembre 2009, prévu d'abord à Madagascar puis transféré à l'île Maurice, à cause du boycott du nouveau gouvernement malgache par l'OIF) ont causé un certain retard dans le calendrier. D'un commun accord avec la cellule genre du MAEE, le réseau a demandé en mars 2010 l'autorisation d'utiliser le reliquat budgétaire pendant les mois de mai et juin 2010. Le MAEE lui a accordé un délai jusqu'à fin décembre 2010. L'association Genre en Action a pris le relais dans l'été 2010, suite à l'obtention de la subvention accordée par le MAEE à l'association (réponse à un appel d'offre en juillet 2010, accord de la subvention en août 2010, obtention de la première tranche début octobre 2010).

Par conséquent, ce rapport d'activités inclut la phase de transition de juillet à décembre 2010 pendant laquelle se chevauchent la liquidation des dernières factures du reliquat du budget Genre en Action accordé au CEAN/IEP et les premières activités de la nouvelle association Genre en Action.

Mise en place de l'association Genre en Action

La création de l'association loi 1901 a constitué une activité spécifique pendant cette période de financement. Au-delà de la formalisation d'un réseau déjà existant, mais sans personnalité juridique propre, il s'agissait de mobiliser les forces vives de ce réseau informel et de les structurer dans l'association désormais formelle, le tout dans l'objectif d'appuyer ce secteur clé de la société civile que sont les associations de défense des droits des femmes. Les échanges entre les membres potentiels se sont fait dans l'optique de créer formellement et de renforcer un réseau qui ait une réelle plus value pour ses membres dans leurs diverses activités.

L'association a été formellement créée en novembre 2009, avec 31 membres dont 15 de la France, avec des binômes Nord-Sud pour tous les postes du bureau et avec un fonctionnement en groupes de travail thématique. Les principales réunions ont testé depuis différentes formules, allant de la concertation par mail (style e-discussion) à la réunion partiellement en présentiel, avec des participations à distance par voie électronique.

Un accent particulier a été mis sur la gouvernance de l'association qui se veut internationale, donc avec une implication réelle des membres des Suds, avec le souhait d'appliquer en son sein les valeurs et principes défendus, tout en servant de laboratoire expérimentant des nouveaux modes de gouvernance. Par ailleurs, il s'agissait de se positionner sur l'échiquier des acteurs existant dans l'optique de compléter et de créer des synergies et non pas en doublant des dynamiques déjà existantes.

Des groupes de travail internes se sont formés autour des thèmes suivants :

- gouvernance et fonctionnement interne (GOFI)
- communication
- recherche
- plan d'action et financement

Le groupe a mis en place des procédures de gestion organisationnelle (critère, termes de référence etc.) annexées à ce rapport. Celles-ci seront testées et révisées régulièrement.

Un système de cotisations a également été décidé collectivement.

En Décembre, le recrutement d'une nouvelle coordinatrice a été lancé.

La capitalisation de cette expérience singulière est en cours et a été diffusée, par exemple le 6 décembre, lors de l'atelier d'échange d'expériences « Nous avons osé le genre », organisé par la commission genre de Coordination Sud (dont Genre en Action fait parti).

Les activités « externes » réalisées dans la période mai 2009-décembre 2010 sont présentées ci-dessous selon la logique du plan d'action 2010-2011 de l'association. En annexe, un rapport regroupant les activités menées par les membres de l'association en dehors de GeA est présenté, dans le but d'illustrer la diversité des actions menées et les interactions entre les activités des membres et celle de l'association.

1 (Objectif 1) Susciter une dynamique d'observatoire des inégalités en francophonie en menant des recherches-actions visant à repérer, rendre visibles et mesurer les inégalités de genre, les dispositifs de lutte contre les inégalités (légaux, institutionnels, non gouvernementaux, acteurs etc.) et leurs impacts

1.1 Colloque « genre et gouvernance » à l'île Maurice

L'idée de tenir un colloque au Sud date de 2006. Le réseau, à la demande de partenaires, avait envisagé cet événement afin d'assurer une implication plus forte des membres de cet hémisphère et des retombées plus directes pour eux. Le projet de ce colloque sur « Genre et gouvernance » avait été pensé et conçu avec des partenaires malgaches (entre autres le réseau genre à Madagascar et l'observatoire genre « SIMIRALENTA », qui existe depuis plus de dix ans) et réunionnais (université de la Réunion), dans l'esprit de renforcer le réseautage autour du genre dans l'Océan Indien.

Après plusieurs reports, l'appel à communication a été lancé en mai 2009 et a suscité un fort intérêt. Des communications de bonne qualité ont été sélectionnées, la majorité en français, mais aussi en anglais (de Maurice et d'Inde, par exemple) et une en portugais (Mozambique). La préparation logistique était bien avancée mais la crise politique à Madagascar a imposé un nouveau report et un changement de lieu.

Le colloque a finalement eu lieu en novembre 2009 à l'île Maurice, avec un fort soutien financier de l'OIF¹. Il a réuni plus de 60 participant-es de près d'une vingtaine de pays. Une vidéo conférence avait été prévue en direct avec Madagascar mais n'a pu avoir lieu suite à des difficultés techniques, privant l'événement parallèle que les partenaires avaient organisé à Madagascar de l'input principal.

Pour assurer la diffusion des échanges et des conclusions du colloque, Genre en Action a créé et diffusé toute une série de produits :

- enregistrement vidéo mis en ligne de manière à pouvoir visionner les différentes contributions
- communiqué de presse diffusé largement
- bulletin n°10 du réseau, synthèse des échanges et conclusion (voir ci-dessus)
- CD-audio avec des interviews de participants donnant leur point de vue et partageant leurs expériences locales sur « genre et gouvernance »
- actes reprenant toutes les communications écrites (le travail éditorial a été pris en charge par l'université de la Réunion ; l'ouvrage sort en décembre 2010 comme un numéro de la revue Alizé)

¹ Le soutien financier de l'OIF pour cet événement ne figure pas dans les rapports financiers de Genre en Action, car il a été convenu de verser cette somme directement au partenaire mauricien qui s'était chargé de toute l'organisation logistique sur place.

- tous les documents support de ce colloque sont disponibles en ligne (<http://www.genreenaction.net/spip.php?rubrique49>)

1.2 Autres événements co-organisés par le réseau/l'association Genre en Action

La co-organisation est une stratégie et un moyen. C'est une façon efficace de « réseauter » et de forger des partenariats. C'est aussi une solution pour pallier les faibles ressources techniques et financières. Voici une liste de quelques événements co-organisés parmi les plus significatifs :

- co-organisation d'un événement film-débat sur les violences de genre au Burkina Faso avec le RADSI (Réseau Aquitain de Développement et de Solidarité Internationale), à Bordeaux en mars 2010
- co-organisation d'un module de formation sur « genre et développement » lors de l'université d'été du CRID (Centre de Recherche et d'Initiatives de Développement) avec Peuples Solidaires, Enda Europe, Association Femmes et Développement et le CRID, à Bordeaux en juillet 2010
- tenue d'un stand lors des « Journées du réseau » du MAEE à Paris en juillet 2010
- co-organisation (pole Sud-Ouest de Genre en Action et partenaires universitaire de Toulouse) d'un atelier dans le cadre du Congrès des Africanistes au CEAN à Bordeaux en septembre 2010
- co-organisation d'un atelier sur « Genre et violence dans les espaces privés et publics » dans le cadre du Colloque « Masculin/féminin, questions pour la géographie » à Bordeaux, en septembre 2010

1.3 Colloques et recherche-action en cours

Un plan d'action a été élaboré par l'association en juin 2010. Ce plan a permis d'affiner des objectifs opérationnels et de les décliner en activités à réaliser. En ce qui concerne l'objectif 1, deux projets de recherches-actions sont actuellement en cours. Il est attendu que ces projets contribuent à l'objectif 1 (réseau des observatoires des inégalités). Les projets sont portés conjointement par un ou plusieurs membres de l'association. La description détaillée des deux projets entamés est en annexe.

- *Colloque sur les violences de genre en milieu scolaire en Afrique Subsaharienne* : Le colloque a pour objectif de permettre un état des lieux de la situation et de recenser les initiatives existantes qui luttent contre les violences de genre à l'école, notamment en Afrique subsaharienne francophone. Ce colloque servira de tremplin à une initiative en faveur de la prise en compte des violences de genre dans les politiques de l'éducation en Afrique francophone du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes. Suite à un premier repérage, experts et organisations seront invités à présenter leurs expériences. Un travail de préparation en amont (ex. forums électroniques) et de vulgarisation en aval (bulletin, enregistrements, actes) sera relayé par l'intermédiaire du site internet du réseau Genre en Action.
- *Repérage des champs d'observations et des indicateurs de la violence de genre dans un contexte post-conflit : le cas de la région des grands lacs* : Partant du postulat que les femmes peuvent contribuer efficacement au repérage des champs d'observations et des indicateurs de la violence de genre dans la sous-région des Grands Lacs, le projet propose de les impliquer dans un processus interrégional dont l'objectif global est de

contribuer à la mise en place d'un nouvel outil : un Observatoire Régional des Inégalités de Genre (Afrique Centrale).

Trois autres projets de recherche-action sont en phase d'identification (repérage des acteurs et recherche de fonds) pour la période 2010/2012 :

- Genre et justice sociale en Afrique Centrale
- Féminismes du Sud
- Micmac dans le genre : l'impact des politiques macroéconomiques sur les relations de genre

2 (Objectif 2) Renforcer les connaissances et les compétences des différents acteurs en genre au travers de formations, informations, échanges sur le traitement des questions de genre dans le développement, en priorité en français et dans les pays francophones, enrichi par le brassage avec d'autres sphères linguistiques et géographiques

2.1 Diffusion et valorisation de ressources en français sur « genre et développement »

2.1.1 Le site internet www.genreenaction.net

Le travail de collecte et de diffusion d'informations a continué pendant la période mai 2009 – décembre 2010, ainsi que la rédaction/diffusion mensuelle d'une lettre électronique, avec éditorial.

Durant toute la période, la refonte du site internet a été un chantier important. Après des ajustements ponctuels au fil des ans (par exemple un changement de l'arborescence, changement de la version de SPIP, création d'un espace intranet pour les ONG du FSP genre et économie), une refonte globale s'imposait face à la quantité des entrées, aux changements intervenus dans les espaces virtuels (web 2.0) depuis la création du site et aussi compte tenu des exigences grandissantes par rapport à cet espace « vitrine » qu'est le site pour Genre en Action.

Un premier travail de conception du nouveau site a été entrepris en été 2009. Mais la création de l'association genre en Action étant alors en cours, il a été décidé de reporter la suite de ce chantier à après la création, afin de permettre aux membres de la nouvelle association de s'impliquer dans cette refonte. Début 2010, une fois l'association créée, il s'est avéré nécessaire de lancer une enquête auprès des utilisateurs et utilisatrices du réseau. Celle-ci a révélé clairement des points forts et faibles de l'ancienne version, ainsi que les attentes des usagers. Sur la base des résultats de cette enquête, un nouveau cahier de charge a été élaboré et un développeur et une graphiste se sont mis à l'œuvre. Il sera fonctionnel en janvier 2011.

2.1.2 Les lettres/bulletins du réseau

Deux bulletins ont été publiés entre mai 2009 et décembre 2010

- N°9 : *Réseau : le genre, est-il en action ?* (avril/mai 2009) – 3000 exemplaires

Ce bulletin a permis de faire le bilan des 6 années d'activités du réseau, de manière participative. Le processus de son élaboration a été utile dans la dynamique de la création de l'association. (<http://www.genreenaction.net/spip.php?article7008>)

- N°10 : *Genre et gouvernance - quels enjeux, quelles expériences, quelles pistes d'actions ?*

(mai 2010) – 3000 exemplaires (<http://www.genreenaction.net/spip.php?article7484>)

Ce bulletin a fait office d'outil de capitalisation suite au colloque de l'île Maurice sur le thème « genre et gouvernance » (lire ci-dessus). Sa rédaction a été confiée à une des participantes malgaches, avec le soutien de la présidente et de la coordinatrice.

2.1.3 Un ouvrage collectif : « L'identité genrée au cœur des transformations : du corps sexué au corps genré »

Le pôle Sud-Ouest a lancé en décembre 2008 un appel à contribution à des chercheur-es, mais aussi à des « praticien-nes » pour un ouvrage collectif sur le thème « L'identité genrée au cœur des transformations : du corps sexué au corps genré » (faisant suite au bulletin papier de Genre en Action publié en juillet 2005 sur le thème « Corps sexué, corps genré »). L'ouvrage collectif est sorti fin août 2010, a été diffusé lors de différents colloques (Congrès des Africanistes en septembre 2010, « Masculin/féminin, questions pour la géographie », etc.) et a reçu un écho très favorable par la communauté scientifique.

2.2 Suivi des OMD

Afin de faciliter le suivi des actions et réflexions (à 90% en anglais) sur la prise en compte du genre dans les OMD à l'occasion du sommet de haut niveau des chefs d'états à New York en septembre, le réseau a mis en place plusieurs initiatives et publications en français².

2.3 Renforcement des compétences des acteurs francophones du développement

Si la thématique "genre et développement" peine à recevoir l'attention nécessaire à sa pleine intégration, le déficit en termes de formation est sans aucun doute une des principales explications. Sur la base des conclusions issues du colloque « Genre et développement : quels enjeux pour la formation ? », qui a eu lieu à Bordeaux en février 2006, le réseau Genre en Action cherche à fournir des réponses adéquates et durables à ces besoins. Un premier chantier a été la préparation d'un référentiel « formation de formatrices et formateurs en genre et développement » (versions imprimée et électronique <http://www.genreenaction.net/spip.php?article7699>) ayant comme objectif d'interpeller les formatrices et formateurs, de guider les commanditaires des formations en genre et plus globalement de mettre la question de la qualité des formations en débat. Ce document, évolutif, devrait avoir une utilité réelle pour un bon nombre de membres du réseau. Il est le fruit d'une collaboration entre Genre en Action, Adéquations, Aster et le Monde selon les femmes. Le référentiel a été testé par différents membres au cours de plusieurs formations. Un suivi collectif est en place, avec les partenaires.

Les membres bénévoles et salariées ont, durant la période, continué à animer des formations et des tables rondes, sur le genre, par exemple, lors du Forum mondial des droits de l'Homme à Nantes, ou lors des Assises de la Coopération décentralisée au Conseil Régional Limousin (Limoges, 6 novembre 2010).

Des interventions se sont aussi faites régulièrement auprès de publics universitaires, par exemple, au sein de l'EHESS en novembre 2009, au sein du séminaire « La globalisation du genre : diffusion de normes et émergence de paradigmes internationaux ».

3 (Objectif 3) Fournir aux organisations gouvernementales et non gouvernementales un

² <http://www.genreenaction.net/spip.php?article7890> et <http://www.genreenaction.net/spip.php?article7714>

« Forum », un espace d'échanges, de débats et d'élaboration collectif, afin d'appuyer des actions de plaidoyer en faveur de l'égalité femmes-hommes lors des conférences internationales et d'autres événements d'importance

3.1 Démarrage et entretien de bases de données

Lors de la reformulation des espaces et des fonctionnalités du site, un objectif d'amélioration de la performance des bases de données a été intégré. La mise à jour des données des membres, l'intégration de nouvelles données et la mise en réseau avec d'autres bases est une activité permanente. Pendant la période concernée par ce rapport, la base de données a été mise à profit pour répondre aux sollicitations de différents partenaires, entre autres :

- Unicef New York : recherche d'experts francophones en « genre et humanitaire » pour Haïti
- TV5 et RFI : recherche d'intervenantes et de « sujets » sur le genre (émission Thalassa)
- Bridge et OIF: recherche d'acteurs sur le thème « genre et changement climatique »

4 (Objectif 4) Augmenter significativement la participation francophone dans les grands rendez-vous internationaux sur le genre.

4.1 Participation des francophones à des rencontres internationales

Pendant la période concernée, Genre en Action, par ses membres, a également participé à différents événements hors de France. Lors de ces rencontres, Genre en Action ne propose pas forcément des activités propres mais la présence active de membres actifs et/ou de salariés de l'association permet de faire connaître le travail du réseau, de « recruter » de nouveaux membres et de créer des liens qui peuvent ensuite s'opérationnaliser au travers d'activités. Il est important de mentionner que tous les membres recevant un financement de Genre en Action pour assurer leur participation à un événement sont tenus de remettre un compte rendu diffusable sur le site. Pendant la période novembre 2009 – décembre 2010, des membres (bénévoles et/ou salariés) sont intervenus lors de diverses rencontres :

- Intervention lors de rencontres organisées par GenderNet (CAD de l'OCDE)
- CSW en mars à New York (interventions de certains membres) ;
- Intervention dans les activités de plaidoyer pour une politique anti-pauvreté (Afrique de l'Ouest)³ ;
- Processus de participation des ONG à la révision des OMD à New York en septembre (vice-présidente de Genre en Action est membre de la commission des ONG) ;
- Intervention à la Marche Mondiale des Femmes (Kivu, RDC, octobre 2010) ;
- Participation aux réunions de mise en place de l'Observatoire euro-méditerranéen pour l'égalité hommes-femmes ;
- Intervention à la présentation du livre du BIT « Gender disparities in the African labour market » à l'AFD, le 3 novembre ;
- Intervention au congrès féministe international (Paris) en décembre 2010.

Un projet innovant est en phase de préparation (définition et recherche de fonds) depuis septembre 2010. Il s'agit d'un reportage photographique de 10 ou 12 femmes membres de Genre en Action par des photographes de leur pays, accompagné d'une notice biographique. Ce produit artistique sera un outil pédagogique à l'intention de scolaires mais aussi un outil de sensibilisation plus général. Genre en Action travaillera avec l'agence VU de renommée internationale, impliquée depuis longtemps dans des projets photographiques novateurs. Elle collaborera aussi avec l'association solidarités et cultures basée à la Réunion qui travaille sur les échanges culturels et la coopération, des expositions

³ http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Synthese_ACECI_Elise_7_mai_2010.pdf

photos, éditions d'ouvrages bilingues, etc. (un partenariat qui est né du colloque de l'île Maurice).

5 (Objectif 5) Améliorer la prise en compte du genre dans la politique de coopération et d'aide au développement dans tous les secteurs de la politique nationale française

Deux membres de Genre en Action – la coordinatrice et une membre du CA burkinabé - sont impliqués dans le comité de pilotage du FSP mobilisateur « Genre et économie » du MAEE. Au-delà de la participation aux réunions de ce comité, la membre du CA a participé à un important atelier méthodologique à Ougadougou en février 2010 et à une réunion avec les acteurs locaux en septembre 2010, toujours à Ougadougou.

Durant la période concernée, la présidente de Genre en Action a fait une intervention sur le thème de la transversalité (juin 2010) au sein de la DGM/BPM/SDH et est intervenue sur le thème des indicateurs lors de la dernière rencontre de la Plateforme « Genre et Développement ».

En France, plusieurs membres de Genre en Action restent actifs au sein de la commission genre de Coordination Sud. Le réseau est impliqué dans le séminaire « Nous avons osé le genre » qui s'est tenu le 6 décembre 2010, par une intervention en plénière et l'animation et le reporting d'un des ateliers.

Un rapprochement avec le CRID s'est concrétisé autour de l'université d'été du CRID. En plus de la co-organisation d'un module sur le genre, Genre en Action a été représenté dans le comité de pilotage local de ce grand rassemblement des OSI françaises qui a lieu tous les deux ans. Il s'agit d'une vraie réflexion sur une intégration plus transversale du genre dans un événement comme cette université d'été (mise en avant des objectifs de parité parmi les intervenant-es en plénières, ateliers et modules de formation, organisation d'un mode de garde pour les enfants de participant-es à l'université d'été, etc.). D'autres initiatives sont en cours avec le CRID (le genre au FSM, dans le plaidoyer autour du G8 et G20, etc.), facilité par le rôle important que Peuples Solidaires joue au sein du CRID, la référente genre de Peuples Solidaires étant membre de l'association.

Les activités menées par des membres du réseau – et diffusées par le site – contribuent au renforcement des acteurs en France et dans les pays partenaires : par exemple, actions autour du 8 mars et de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes.

A noter enfin que Genre en Action collabore régulièrement avec la revue Altermondes (revue des OSI en France), en faisant en sorte que chaque numéro aborde la question du genre. En septembre dernier, le réseau a co-financé et co-édité un numéro spécial sur les OMD, un partenariat avec le journal Libération, atteignant une diffusion de 60000 exemplaires.

Annexe – descriptions de DEUX projets en cours

COLLOQUE SUR LES VIOLENCES DE GENRE DANS LES MILIEUX EDUCATIFS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

1. La problématique

Les violences scolaires frappent de nombreux enfants partout dans le monde, notamment sur le continent africain. En 2006, le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants fait état de nombreuses violences subies dans le cadre scolaire, tels que les châtimements corporels, les brimades, les mauvais traitements et les violences sexuelles. Les filles sont les principales victimes. Au Botswana par exemple, 67 % des filles déclarent avoir subi du harcèlement sexuel de la part d'enseignants, majoritairement au début du secondaire, parmi celles-ci 11% déclaraient envisager sérieusement de quitter l'école.

Les violences sont liées à la question du pouvoir et de la domination à deux niveaux : la violence basée sur la domination hiérarchique qu'exerce le personnel enseignant (des deux sexes) sur les élèves (des deux sexes) ou celles des élèves plus âgés sur les moins âgés, et la violence basée sur la domination masculine qu'exercent le personnel enseignant et les élèves mâles envers les élèves filles, voire les enseignantes. Souvent, les deux types de domination se combinent et se renforcent.

Les violences de genre peuvent être définies comme « une série de comportements causant des torts physiques, sexuels ou psychologiques qui met en jeu la dimension des rapports sociaux entre les hommes et les femmes, des inégalités de pouvoirs entre les sexes et qui frappent particulièrement les filles ». En milieu scolaire, elles revêtent des formes diverses : viols, sévices sexuels, harcèlement sexuel, utilisation d'un langage humiliant envers les élèves, assignation des filles à des tâches domestiques à l'école, mais également le sexe économiquement forcé (syndrome des « sugar daddies ») ou transactionnel (sexe contre « bonnes notes »). Hors du milieu scolaire, les mariages forcés et les grossesses précoces contribuent largement à exclure les jeunes filles de l'école alors qu'elles sont en plein cursus scolaire. Les filles sont les premières victimes de ce type de violences qui constituent des obstacles importants à leur scolarisation.

Les conséquences des violences sont sanitaires (les filles développent une opinion négative d'elles-mêmes, traumatismes psychologiques, une exposition aux maladies sexuellement transmissibles y compris le VIH/SIDA et des grossesses précoces et non désirées), éducatives (le stress, l'incapacité de se concentrer, l'abandon scolaire et les exclusions quasiment systématiques en cas de grossesse) mais aussi sociétales. En effet, les violences de genre et le peu d'intérêt institutionnel et de pénalisation qu'elles engendrent perpétuent des préjugés qui percolent toutes les injustices de genre dans tous les domaines de la vie : les filles réussissent parce qu'elles accordent des faveurs sexuelles ... donc elles sont moins capables que les garçons ... elles sont exploitables « à souhait » ... les violences contre filles sont acceptables, etc.

Alors même que l'école (au sens large) devrait promouvoir des savoirs, des savoir-faire et des savoirs être propices à une citoyenneté basée sur la justice de genre, elle reste un facteur-clé de discrimination, de reproduction des inégalités et de non-respect des droits humains fondamentaux des filles.

Des études ont d'ores et déjà été menées en Afrique subsaharienne et donnent une première vision de l'ampleur du phénomène et de la nécessité de lutter contre les violences. Elles reconnaissent que dans les sociétés où les femmes ont un statut inférieur et où des pratiques comme l'infanticide,

l'excision et les crimes d'honneur existent, les filles risquent plus de souffrir de violences sexuelles à l'école⁴.

L'engagement des Etats et la responsabilisation des enseignants sont identifiés comme des éléments clés de la lutte contre les violences de genre à l'école et des initiatives prennent forme dans différents pays (formation des enseignants sur les questions de genre à l'école et la révision du matériel pédagogique ; création de systèmes de signalement et de gestion de la violence en milieu scolaire, adoption de plans de lutte contre les violences à l'école, la pénalisation des actes de violence, mise en place de services pour les victimes, etc.)

Cependant, les questions de violences dans les milieux scolaires sont encore traitées de manière marginale et ponctuelle, aux vues de l'ampleur du phénomène et de ses conséquences. Par exemple, elles se concentrent sur les niveaux primaires et secondaires et l'éducation formelle. Or, le niveau universitaire et les milieux de l'éducation informelle et de la formation professionnelle sont aussi touchés. Des initiatives de plus en plus nombreuses mais encore éparses se conjuguent en faveur d'une plus grande reconnaissance et d'un meilleur traitement des violences de genre à l'école. Mais beaucoup reste à faire pour que le traitement de la violence de genre à l'école s'articule avec les politiques en faveur de la scolarisation des filles et en faveur du respect des droits des femmes et de l'égalité des sexes dans les sociétés et de la reconnaissance des femmes comme actrices de développement.

2. Objectifs

Le colloque a pour objectif de permettre un état des lieux de la situation et de recenser les initiatives existantes qui luttent contre les violences de genre à l'école, notamment en Afrique subsaharienne francophone. Ce colloque servira de tremplin à une initiative en faveur de la prise en compte des violences de genre dans les politiques de l'éducation en Afrique francophone du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes.

Il réunira entre 50 et 70 personnes (experts, société civile « de terrain », chercheurs, décideurs politiques) impliquées dans la lutte contre les violences et/ou dans l'appui de la scolarisation des filles. Suite à un premier repérage, experts et organisations seront invités à présenter leurs expériences.

Un travail de préparation en amont (ex. forums électroniques) et de vulgarisation en aval (bulletin, enregistrements, actes) sera relayé par l'intermédiaire du site internet du réseau Genre en Action.

Le rôle précis de Genre en Action est à définir parmi les partenaires.

3. Résultats attendus et indicateurs

- Cartographie des connaissances et des données sur les violences de genre en milieu scolaire
- Identification des enjeux et des manques (par pays, thématiques)
- Création de synergie entre acteurs et naissance de nouvelles initiatives
- Repérage d'indicateurs et de mécanismes de suivi pouvant s'intégrer à un « observatoire international des violences de genre en milieu scolaire »

Quelques indicateurs peuvent d'ores et déjà être définis pour les 12 premiers mois et seront complétés par les partenaires du projet :

⁴ Nicolas Jones, Karen Moore, Eliana Villar-Marquez et Emma Broadbent (2008), Painful lessons, the politics of preventing sexual violence and bullying at school

- Au moins 30 initiatives de lutte contre les violences de genre en milieu scolaire sont repérées et analysées dans 10 pays francophones
- Au moins 20 indicateurs de suivi opérationnels sont identifiés
- Au moins 3 initiatives de sensibilisation ont été mises en œuvre (articles électroniques, bulletin papier, événement 25 novembre), touchant potentiellement plus de 3000 personnes et structures

4. Partenaires et lieu d'exécution du projet

Seront contactés (entre autres) pour participer à l'élaboration du colloque : Unesco, Unicef, Ungei, le FAWE, le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique, (Cieffa), le Rocare (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education), Plan International, Oxfam UK, Aide et Action, etc.

La rencontre (2 jours) aura lieu autour du 5 octobre 2011, Journée internationale de l'enseignant. Le lieu de la rencontre est à déterminer.

REPERAGE DES CHAMPS D'OBSERVATIONS ET DES INDICATEURS DE LA VIOLENCE DE GENRE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLIT : LE CAS DE LA REGION DES GRANDS LACS

1. La problématique

Le respect des Droits de l'Homme est l'un des défis majeur de ce siècle qui connaît les conflits les plus dévastateurs de l'histoire de l'humanité. L'Afrique a connu au lendemain de l'indépendance une période marquée par les carences économiques et les frustrations sociales, la répartition inégale des richesses et des chances entre les peuples, les conflits violents, les coups d'Etat militaires, l'instabilité politique, la dictature et la corruption. La pauvreté extrême, l'inégalité entre les sexes, les politiques d'exclusion, l'analphabétisme, l'absence de sécurité sur le plan social, économique, religieux, politique et la faible participation au processus de démocratisation ont marginalisées les femmes et ont empêché l'Afrique de mettre à profit les talents, l'expérience et les compétences des femmes en tant que promotrices de la paix et du développement.

L'instabilité politique et les conflits armés sont des sources additionnelles de violence contre le genre. Même après le contexte post conflit, le climat de violence se maintient très longtemps et c'est le cas de la région des Grands Lacs qui a connu un conflit armé, l'augmentation accrue de la violence et la grande prolifération d'armes entraînent encore un accroissement de la violence au-delà du conflit. Les abus de droits de l'Homme restent l'un des obstacles majeurs dans la Région des Grands Lacs d'Afrique à savoir les génocides, les violences de toutes sortes, notamment sexuelles, les arrestations arbitraires, les tueries, les déportations, la famine, la malnutrition, les maladies et indéniablement, la crainte et l'insécurité humaine sans précédent ont élu domicile dans cette belle région.

Cette violence de genre dans un contexte de conflit et de post conflit a fait l'objet de nombreuses initiatives telles que les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1325 (2000) et 1820 (2008) qui énoncent les engagements de la communauté internationale pour la lutte contre les violences faites aux femmes dans les situations de conflit armé. La résolution 1820 affirme le lien entre maintien de la paix et de la sécurité internationale et lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes en situation de conflit, sans omettre la résolution 2005/2215 du Parlement Européen sur la situation des femmes dans les conflits armés et leur rôle dans la reconstruction et les processus démocratiques dans les situations de post-conflit.

La mobilisation internationale pour la conférence sur la paix et le développement dans la région de Grands Lacs a suscité beaucoup d'espoir grâce aux promesses et aux engagements pris par les

Etats membres. Malheureusement ces engagements sont rarement suivis et la mise en application n'est certainement pas la meilleure. A ce jour, il n'existe pas de mécanismes concertés d'observation et de suivi des violences (causes et conséquences). Des indicateurs éparses renseignent la thématique, mais ne sont pas systématisés. Il n'existe pas non plus de mécanismes et d'indicateurs permettant de repérer et de suivre les initiatives de lutte contre les violences de genre, et leur impact, dans la région des Grands Lacs. Notamment, il est difficile d'évaluer – et donc de soutenir – le rôle des organisations de femmes des Grands Lacs dans les processus de résolution des conflits de stabilisation et de reconstruction.

2. Objectifs de la recherche-action

Partant du postulat que les femmes peuvent contribuer efficacement au repérage des champs d'observations et des indicateurs de la violence de genre dans la sous-région des Grands Lacs, le projet propose de les impliquer dans un processus interrégional dont l'objectif global est de contribuer à la mise en place d'un nouvel outil : un Observatoire Régional des Inégalités de Genre (Afrique Centrale).

Les pays concernés en premier chef sont : la RDC, la République du Congo, le Rwanda, et le Burundi. D'autres pays connaissant ou ayant connu des conflits dans la zone francophone pourront être concernés : République Centrafricaine, Cameroun et Tchad. L'expérience d'autres pays hors de la zone africaine et francophone seront intégrés selon les besoins et les moyens du projet (Kenya, Ouganda, Soudan, Tanzanie ou Zambie), de même que des pays ayant connu le conflit hors Afrique (en Asie, en Europe, en Amérique Latine notamment).

Le projet sera mené par la WILPF/Groupe de RDC (Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), étroite collaboration avec l'association Genre en Action.

Spécifiquement, le projet vise à amener à cet outil un cadre de réflexion et des indicateurs de suivi quantitatifs et qualitatifs portant sur les violences de genre (causes, manifestations, conséquences), les leviers (lois et conventions internationales, acteurs, dispositifs, moyens etc.) de la lutte contre les violences, et leur impact. Il vise aussi à mobiliser les actrices de la société civile de la région au sein d'un forum permanent, une sorte de « Mouvement des Femmes pour la Défense et la Stabilité de la Région des Grands Lacs », dont un des buts serait de construire et d'alimenter un axe « violences de genre et conflits » au sein d'un observatoire régional plus large des inégalités de genre.

Il s'agira en particulier d'arriver à :

- La mise en place effective d'un forum permanent de suivi des violences de genre dans la région
- L'application des indicateurs améliorant le suivi des processus de résolution des conflits (y compris via un memorandum à l'intention des gouvernements de la région) ;
- Une meilleure prise en compte des dispositifs de prévention, de protection, de sécurité, de pénalisation et de réparation des victimes de la violence de genre.
- Une participation équitable des femmes dans les processus de résolution des conflits de stabilisation et de reconstruction.

3. Activités et moyens

Différents moyens d'action seront mis en œuvre par le projet, notamment :

- Recherches documentaires (archives et documents récents) ;
- Identification des indicateurs utilisés pour le suivi des violences de genre et des processus visant à y mettre fin ;

- Cartographie puis consultations des actrices (associations, ONG, ministères et agences étatiques) déjà impliquées dans la recherche de la paix et de la stabilisation des conflits dans le pays de région des grands lacs ;
- Formulation de nouveaux indicateurs pouvant s'intégrer à un observatoire des inégalités de genre régional (Afrique Centrale) ;
- Elaboration d'un agenda commun des femmes pour la paix dans la région des Grands Lacs ;
- Plaidoyers vers différents publics pour la participation des femmes et l'usage des indicateurs dans le cadre d'un observatoire ;
- Animation d'espaces d'échanges, publications et diffusion des résultats (y compris en langues locales) ;
- Présentation de résultats lors d'un colloque de Genre en Action « Observatoire en Afrique Centrale » au Cameroun, fin 2011/début 2012 (en gestation).

4. Résultats attendus et indicateurs

- Un cadre cohérent de champs d'observations et d'indicateurs liés aux violences de genre dans les conflits et à la participation des femmes dans la gouvernance des conflits ;
- Un mouvement de femmes portant des stratégies d'appropriation, d'aménagement et d'inclusion des femmes et des violences dans les agendas internationaux de la stabilisation de la région des Grands Lacs et une stratégie commune de plaidoyer national, régional et international.

Quelques indicateurs (à préciser avec les partenaires)

- Cadre de 50 indicateurs « violences de genre, gouvernance des conflits » ;
- Mobilisation et participation de 40 associations dans la création du « mouvement des femmes » - 10 associations dans chacun des quatre pays du projet – et de 20 associations d'autres pays et zones linguistiques et géographiques dans les activités du projet